

communiqué de presse

DEPENSES POUR LA CONSTRUCTION A GENEVE : AUGMENTATION EN 1984 ET BONNES PERSPECTIVES POUR 1985

Comme chaque année, le service cantonal de statistique (SCS) a effectué dans le canton de Genève l'enquête de l'office fédéral des questions conjoncturelles (OFQC) concernant les dépenses pour les constructions réalisées durant l'année écoulée et celles prévues pour l'année en cours. La publication des résultats provisoires est suffisamment significative car ils représentent, selon l'expérience des années précédentes, environ 95% des montants définitifs. L'essentiel de la différence est dû aux travaux des administrations fédérales à Genève qui ne sont pas enregistrés par le SCS, mais directement par l'OFQC. Cette enquête est la plus complète en la matière dans la mesure où elle couvre aussi bien le secteur privé que le secteur public, quel que soit le type de travaux (génie civil, construction neuve, rénovation...). Pour sa réalisation, le SCS envoie à toutes les communes et services publics concernés une formule portant non seulement sur les opérations de construction neuve et de transformation/rénovation, mais également sur les travaux d'entretien, répartis en trois catégories : génie-civil, routes et bâtiments. En revanche, pour le secteur privé, l'entretien léger n'est pas compris. En effet, le relevé pour ce secteur étant organisé sur la base des requêtes en autorisation de construire, seuls les travaux nécessitant cette démarche sont pris en considération pour l'envoi d'un questionnaire auprès des mandataires (architectes, ingénieurs) ou des requérants privés.

Au vu de ces premiers résultats, l'activité du secteur de la construction, dans le canton de Genève, s'est accrue en 1984 et cette augmentation semble devoir se poursuivre en 1985 et 1986.

RESULTATS PRINCIPAUX

Le montant total dépensé a passé de 1 756 millions de francs en 1983 à 1 799 millions de francs en 1984, soit une augmentation de 2,4%. Simultanément, l'indice zurichois du coût de la construction (base avril 1977 = 100) passait de 129,6 au 1er octobre 1983 à 130,1 au 1er octobre 1984, soit une augmentation de 0,4%. En admettant que cet indice puisse être appliqué à Genève et compte tenu de sa légère hausse, l'accroissement, en termes réels, s'établit à 2,0%. Les sommes dépensées en 1984, 1 799 millions, représentent, en francs constants, 92,1% du résultat le plus élevé, enregistré par le SCS en 1972, et qui correspond en francs 1984 à 1 953 millions.

Quant aux sommes prévues, le montant total s'élève à 2 281 millions de francs pour 1985 contre 2 060 millions de francs en 1984, soit une augmentation de 10,7% en valeur nominale. Cette augmentation traduite en termes réels (c'est-à-dire en comparant l'évolution en francs 1984 des sommes prévues lors des enquêtes 1984 et 1985) est de 10,3%. Ce dernier pourcentage ne doit pas être considéré comme une prévision de croissance pour 1985, mais comme une valeur indicative, à laquelle s'ajoutent d'autres éléments (taux de réalisation, indice du coût de la construction). A ce titre, étant donné l'inexistence d'un tel indice à Genève, il est totalement justifié de déflater les dépenses annuelles de construction selon l'indice zurichois afin d'obtenir un volume général comparable dans le temps.



Toutefois, il faut garder à l'esprit que si sur une longue période, l'évolution globale ne doit pas varier énormément entre Genève et Zurich, en revanche des décalages, conjoncturels, limités dans le temps, peuvent se produire.

Le "taux de réalisation", qui est simplement le rapport des sommes dépensées sur les sommes prévues, indexées par enquête selon l'indice zurichois disponible le plus proche, est passé de 99,0% en 1983 à 87,0% en 1984. Ce taux est proche de la moyenne qui est pour les années 1970 à 1984 de 86,3%. Le "taux de réalisation", dont la signification reste relativement abstraite, dans le sens où il ne s'agit pas simplement de la réalisation (ou non) des projets prévus, mais également de la réalisation de projets non prévus précédemment, peut varier sensiblement d'une année à l'autre. Néanmoins, il reste un facteur explicatif important de l'évolution des montants dépensés.

A partir de l'enquête de 1983, l'OFQC recense les dépenses des travaux prévus non seulement pour l'année en cours, mais également pour les deux années qui suivent, afin d'augmenter l'aspect prévisionnel de cette statistique. En rapportant les perspectives des deux années suivantes aux prévisions pour l'année en cours, on s'aperçoit, lors de l'enquête de 1984, que les montants prévus pour 1985 et 1986 représentaient respectivement 83,1% et 36,5% de la somme de 1984. En 1985, les pourcentages pour 1986 et 1987 s'élèvent à 71,4% et 42,3%. La comparaison de ces deux séries permet de prévoir une évolution plus positive à moyen terme qu'à court terme, les projets prévus pour 1986 représentant néanmoins une réserve de travail importante.

REPARTITION ENTRE LE SECTEUR PUBLIC ET LE SECTEUR PRIVE

En 1984, la répartition des dépenses entre les secteurs public et privé a été la suivante : 536 millions, soit 29,8%, pour le secteur public et 1 263 millions, soit 70,2%, pour le secteur privé. Les prévisions pour 1985 s'élèvent à 801 millions, soit 35,1%, pour le secteur public et 1 480, soit 64,9%, pour le secteur privé. Quant aux travaux d'entretien du secteur public, ils se sont élevés à 79 millions de francs en 1984, représentant 4,4% de l'ensemble des dépenses, alors que les prévisions pour 1985 atteignent 88 millions de francs, soit 3,9%.

Tableau 1

Evolution des dépenses de construction, en millions de francs, à Genève depuis 1970

	Dépenses de construction en valeur nominale		Indice ¹⁾ zurichois du coût de la construction oct.66 = 100	Dépenses de construction en francs 1984		Taux de réalisation en %
	Prévu	Réalisé		Prévu	Réalisé	
	Mio F			Mio F		
1970	1 084	906	108,2	2 107	1 580	75,0
1971	1 228	1 118	120,6	2 141	1 753	81,9
1972	1 568	1 372	134,1	2 459	1 953	79,4
1973	1 655	1 484	147,7	2 356	1 938	82,3
1974	1 485	1 291	161,0	1 940	1 577	81,3
1975	1 172	1 071	172,2	1 431	1 388	97,0
1976	1 165	1 069	162,3	1 510	1 417	93,8
1977	1 273	1 076	158,6	1 688	1 375	81,4
1978	1 120	1 076	164,6	1 431	1 353	94,5
1979	1 216	1 113	167,3	1 529	1 331	87,1
1980	1 365	1 200	175,9	1 632	1 317	80,7
1981	1 547	1 499	191,6	1 698	1 504	88,6
1982	1 746	1 550	209,6	1 752	1 506	86,0
1983	1 833	1 756	216,4	1 781	1 763	99,0
1984	2 060	1 799	209,5	2 068	1 799	87,0
1985	2 281	.	210,3	2 281	.	.

Tableau 2

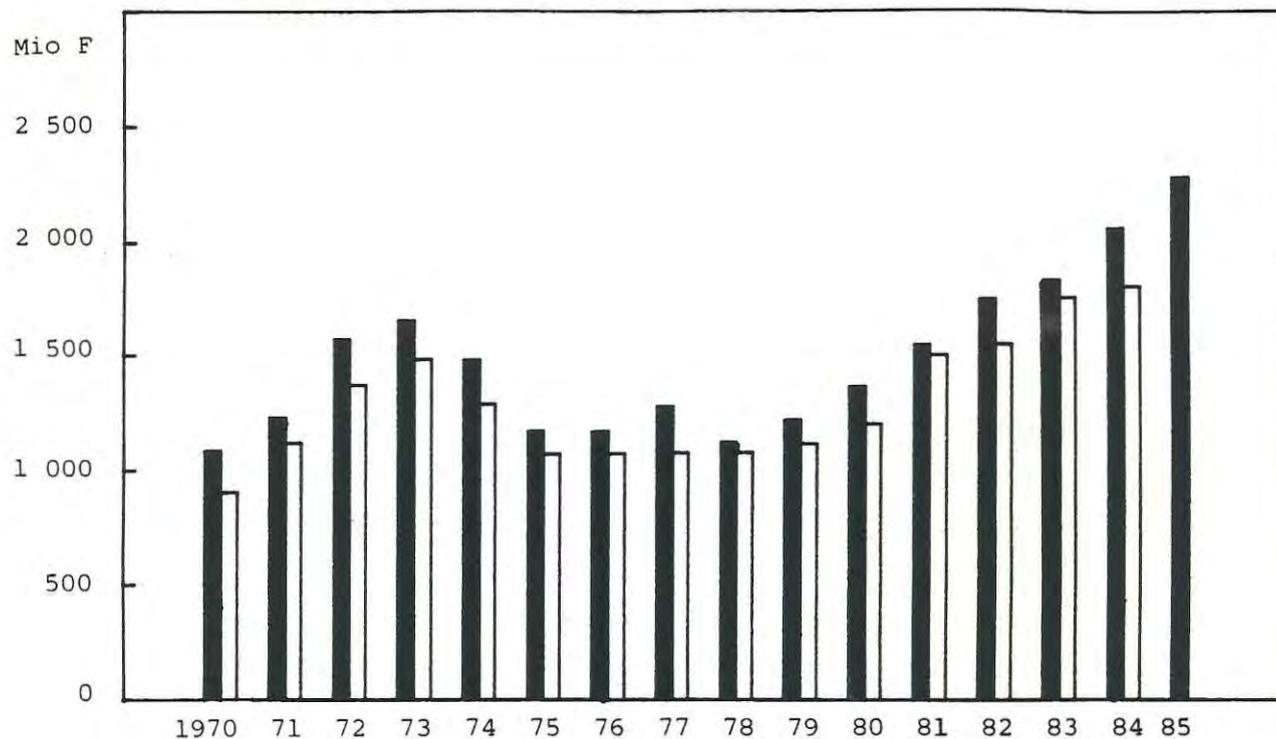
Perspectives comparées entre les enquêtes de 1983, 1984 et 1985

	Dépenses prévues en valeur nominale				
	1983	1984	1985	1986	1987
	mio F				
Enquête de 1983	1 833	1 175	667	.	.
Enquête de 1984	.	2 060	1 712	752	.
Enquête de 1985	.	.	2 281	1 628	964

1) L'indice utilisé est toujours celui d'octobre de l'année précédant l'enquête.

Graphique 1

Evolution des dépenses de construction prévues et réalisées en valeur nominale



Graphique 2

Evolution des dépenses de construction prévues et réalisées en francs 1984

